Boulevard Voltaire

1

Vous vous êtes déjà exprimé sur Boulevard Voltaire à propos de la langue française. Vous en avez souligné le déclin et, surtout, les mauvais usages. Cela veut-il dire que vous attribuez une importance particulière au sens des mots ?

Bien sûr. Kôngzî, alias Confucius, disait : « Lorsque les mots perdent leur sens, les gens perdent leur liberté ». La perte du sens des mots fait partie de l'effondrement général des repères qui caractérise notre époque. D'où l'importance des définitions. Si l'on ne s'accorde pas sur ce que les mots désignent, il n'y a plus de débat possible, mais seulement un dialogue de sourds. Beaucoup de nos contemporains emploient déjà un mot pour une autre, ce qui traduit leur confusion mentale. Mais les mots sont aussi des armes, et le flou sémantique en est une également. Il vise avant tout à discréditer ou à délégitimer. Employés de façon systématiquement péjorative, certains mots deviennent des injures (populisme, communautarisme, par exemple). La novlangue orwellienne alimente les polémiques à la façon d'une technique d'ahurissement. On ne peut répondre à cette dérive qu'avec une exigence de rigueur.

Alors, prenons quelques exemples. « Extrême droite » ? En quoi est-elle extrême ? En quoi est-elle de droite ?

Il y a chez les politologues deux écoles pour traiter de l'« extrême droite ». Les uns y voient une famille « extrêmement de droite », qui se borne à radicaliser des thématiques attribuées à tort ou à raison à la droite. Les autres préfèrent l'analyser à partir de la notion d'extrémisme, ce qui ne fait guère avancer les choses, car cette notion est elle-même problématique (où commence-t-elle ?). Dans le discours public actuel, l'« extrême droite » est un concept attrape-tout, dont l'usage ressortit à une simple stratégie de délégitimation. Il est évident que dès l'instant où l'« extrême droite » peut aussi bien désigner un sataniste néonazi qu'un catholique réactionnaire, un gaulliste souverainiste et un nostalgique de Vichy, un adversaire de l'avortement et un partisan de l'eugénisme, un national-bolchevik et un contre-révolutionnaire, un monarchiste et un défenseur convulsif de la laïcité, une telle expression est vide de sens. Elle n'a aucune valeur heuristique, phénoménologique ou herméneutique. A ceux qui l'emploient, il faut seulement demander quel contenu ils lui donnent, à supposer bien sûr qu'ils soient capables de le faire. La plupart en sont incapables.

Antifascisme sans fascistes ? Ce dernier est pourtant mort depuis 1943 avec le putsch du maréchal Badoglio. On continue pourtant à nous faire peur avec…

Il n'existe aucune définition scientifique du fascisme qui fasse l'unanimité chez les spécialistes. En toute rigueur, le mot ne s'applique qu'au *ventennio* mussolinien et, par extension, aux mouvements des années 1930 qui ont cherché à l'imiter. Le nazisme, fondé sur le racisme et l'antisémitisme, qui furent étrangers au fascisme jusqu'en 1938, constitue un cas tout à fait à part. La désignation du mouvement hitlérien comme « fascisme allemand » appartient à la langue du Komintern, c'est-à-dire de Staline. Bien entendu, on ne peut parler des « idées fascistes », ni les stigmatiser, sans en avoir lu les principaux théoriciens, Giuseppe Bottai, Giovanni Gentile, Carlo Costamagna, Berto Ricci, Alfredo Rocco, Ugo Spirito, Sergio Panunzio, etc. Le fascisme associe des thématiques qui ne lui appartiennent pas en propre (et qui me sont pour la plupart totalement étrangères), mais ce qui lui appartient en propre c'est de les avoir réunies d'une manière spécifique. Le plus important est de bien voir qu'il est lié à une époque. Indissociable de l'expérience des tranchées, caractéristique de l'ère des masses, le fascisme n'est pensable que sous l'horizon de la modernité. Né de la guerre (la Première Guerre mondiale), il est mort de la guerre (la Seconde). Son souvenir peut susciter ici ou là des nostalgies pittoresques, comme l'épopée napoléonienne ou la résistance des Chouans, mais il n'est plus d'actualité à l'époque postmoderne.

Le « fascisme » est devenu aujourd'hui un mot passe-partout, susceptible lui aussi de désigner n'importe quoi : fascisme vert, fascisme rose, sans oublier le fascisme islamique (l'« islamofascisme », pour parler comme les néoconservateurs américains qui ont créé cette chimère). On a même inventé des dérivés comme « fascisant » ou « fascistoïde ». Les Allemands parlent à juste titre de *Gummiwort*, de « mot-caoutchouc ». Quant à l'« antifascisme », qui prête à sourire, sa principale différence avec l'antifascisme des années 1930, c'est qu'il est absolument sans danger. Se dire antifasciste à l'époque du fascisme réel, c'était prendre un risque sérieux. Aujourd'hui, c'est un excellent moyen de faire carrière en s'affichant d'emblée comme un adepte de l'idéologie dominante. Il y a quelques années, voulant protester contre des expulsions d'immigrés clandestins, des huluberlus étaient venus manifester près de la gare de l'Est en pyjamas rayés. Ils ressemblaient moins à des déportés qu'à des zèbres.

Tout « anti » court par ailleurs le risque de tomber dans la spécularité. Pierre-André Taguieff a bien montré comment l'antiracisme manifeste une propension certaine à « raciser » les racistes, réels ou supposés. Il en va de même de l'antifascisme, de l'anticommunisme, de l'anti-islamisme, etc. Comme le disait en substance Aristote, il n'y a de contraires que du même genre. On devrait méditer pendant quelques heures sur cette observation.

Anticommunisme sans communistes ? Même punition, même motif… Là, le « socialo-communisme » fait frémir les lecteurs du « Figaro ». Mais c'est un peu le même théâtre d'ombres…

Le fascisme est en partie né d'une réaction au bolchevisme. L'époque des communismes est comme celle des fascismes : elle est derrière nous. Le parti communiste français est devenu un parti social-démocrate, et le « dernier pays communiste du monde », la Chine, est aujourd'hui l'un des agents les plus actifs du capitalisme mondial. On peut même se demander si ce pays a jamais été vraiment communiste et si le maoïsme n'a pas été avant tout un radical avatar du vieux

despotisme asiatique. Se dire aujourd'hui fasciste ou antifasciste, communiste ou anticommuniste, c'est avancer en regardant dans le rétroviseur. C'est surtout se tromper d'époque, et de ce fait rester aveugle aux problématiques qui s'annoncent. Les militaires ont une invincible tendance à concevoir les prochaines guerres sur le modèle de celles qu'ils ont connues. Les civils ont du mal à penser un monde où ils n'ont jamais vécu. Il n'y a pire défaut pour quiconque veut entreprendre une action sociale ou politique que de n'avoir pas conscience du moment historique qui est le sien.

2

Solidarité sans solidarités ? La solidarité, tous les médias en parlent. Mais dans le même temps, il peut se passer deux mois avant de s'apercevoir que la voisine d'à côté est en train de pourrir sur son lit...

C'est que le terme a changé de sens. Les solidarités anciennes étaient des solidarités organiques, qui s'exerçaient avant tout dans un cadre familial et communautaire élargi. Elles se fondaient donc sur la proximité, et aussi sur la réciprocité. Elles relevaient de la logique traditionnelle du don et du contre-don, dont on sait depuis Marcel Mauss que la règle tenait dans un triple impératif de donner, de recevoir et de rendre. La montée de l'individualisme libéral, lié à l'ascension d'une philosophe des Lumières désireuse de faire du passé table rase (en fonction du principe traditions = superstitions), a entraîné la désagrégation progressive des solidarités organiques. C'est ce qui explique la mise en place de l'Etat-Providence, seule structure capable de limiter les dégâts.

Parallèlement, l'échange marchand s'est substitué au système du don. La « solidarité » est désormais affaire d'opérations relevant du spectacle, comme le Téléthon, ou d'une propagande pour des causes lointaines, c'est-à-dire d'un discours où la langue est mise à disposition sur un mode tout à la fois instrumental et lacrymal. La réciprocité, enfin, tend d'autant plus à s'effacer qu'elle implique entre les auteurs et les bénéficiaires d'un acte de solidarité la claire perception d'une ressemblance, d'une parenté fondée sur des valeurs partagées, qui tend elle-même à disparaître. Pour l'automobiliste, l'autre homme, pris comme passant, n'est qu'un obstacle à la circulation. Pour la Forme-Capital, les cultures ne sont qu'un obstacle à l'expansion perpétuelle du marché.

Valeurs sans valeurs ? Comment vilipender en même temps l'« ordre moral » et invoquer les « valeurs morales » à toutes occasion, tels Michel Noir, repris de justice qui écrivait dans « Le Monde » qu'« il préférait perdre les élections plutôt que son âme ».

Cela nous a au moins appris qu'il avait une âme (ou qu'il croyait en avoir une), ce qui n'était pas évident. Les « valeurs morales » dont on nous rebat les oreilles sont à la mesure des « autorités morales » que sont censés être, par exemple, les membres des comités de réflexion en matière de bio-éthique. Leur autorité est en réalité parfaitement nulle, non seulement parce que la recherche scientifique se développe selon une logique intrinsèque qui rend sa « moralisation » aussi improbable que celle du marché, mais parce que leurs opinions n'ont jamais que la valeur de la philosophie, de l'idéologie ou de la religion dont ils se réclament, auxquelles nul n'est évidemment tenu d'adhérer.

Ce qui est plus intéresssant, c'est de constater comment le moralisme (Nietzsche aurait dit la « moraline ») a remplacé la morale. On pensait autrefois que la société se portait d'autant mieux que les individus s'y comportaient bien. Aujourd'hui, la

permissivité gouverne les comportements individuels, mais on ne cesse de répéter que la société doit être toujours plus juste. De ce point de vue, on pourrait également dire que la morale a remplacé l'éthique. Le grand débat qui, en matière de philosophie politique, s'est instauré à partir de 1980 autour des thèses de John Rawls, le plus célèbre sans doute des refondateurs de la sociale-démocratie contemporaine, opposait ceux qui, comme Rawls lui-même, soutenaient la priorité du juste sur le bien, et ceux qui défendaient au contraire la priorité du bien sur le juste. Ces deux perspectives sont incompatibles. La première renvoie à Kant, la seconde à Aristote. Ceux qui se réfèrent aux « valeurs morales » dont vous parlez sont des kantiens, conscients ou inconscients. C'est ce qui explique la vogue de l'idéologie des droits de l'homme, par opposition à la pensée du bien commun.

Totalitarisme sans objet ? Pour Bernard Antony, l'islam serait un nouveau « totalitarisme ». Pour Alain Finkielkraut, c'est l'antiracisme qui serait lui aussi un nouveau « totalitarisme ». A force de mettre ce mot à toutes les sauces, la soupe n'aurait-elle pas tendance à devenir de plus en plus fade ?

C'est un risque en effet. A voir du « totalitarisme » partout, on risque de banaliser le concept, et donc de ne plus très bien savoir ce que c'est. La plupart des politologues qui, à partir des travaux fondateurs de Waldemar Gurian, Carl Joachim Friedrich et Hannah Arendt, ont étudié les deux grands systèmes totalitaires du XXe siècle, le national-socialisme hitlérien et le système soviétique, ont en général défini le totalitarisme par son recours à un certain nombre de moyens : parti unique, mobilisation des foules, contrôle absolu des médias, déportations et massacres de masse, élimination physique des opposants, monopole idéologique, invasion de la vie privée, etc. Cette définition a permis de distinguer les régimes totalitaires des régimes autoritaires ou simplement dictatoriaux, distinction qu'a très bien explorée le politologue espagnol Juan Linz.

Mais cela ne répond pas à la question de savoir pourquoi ces régimes ont recouru à de tels moyens, et surtout dans quel but. Or, si l'on définit le totalitarisme, non par ses moyens, mais par ses buts, on constate vite que ceux-ci se résument à un désir de faire disparaître toute diversité politique et sociale, de façon à faire émerger un type d'homme « conforme » qui soit partout le même. Le fond de la pulsion totalitaire, c'est une aspiration à l'homogène – à l'Unique. De ce point de vue, il ne me paraît pas excessif de parler de « tendance totalitaire » pour décrire la façon dont se met en place aujourd'hui, par des moyens évidemment tout différents, une société de surveillance totale régie par la pensée unique. George Orwell est sans doute l'un des premiers à avoir compris qu'il est désormais possible de parvenir en douceur à des buts qu'on ne pouvait atteindre que par la violence autrefois…

3

Démocratie sans électeurs ? On nous assène jour après jours les « valeurs démocratiques ». Mais quelles sont-elles, sachant qu'en démocratie, on a raison à 50,01 % et tort à 49,99 % des suffrages ? Alors que ce sont les mêmes journalistes qui boudent les institutions suisses à base référendaire, pour s'indigner ensuite de l'opinion du peuple. Comment sortir de ce dilemme ?

Les procédures démocratiques n'ont pas but de déterminer qui a « raison » et qui a « tort ». Elles ne visent pas à statuer sur la vérité. Leur seule raison d'être est de montrer où vont les préférences des citoyens. Le suffrage universel n'est qu'une technique parmi d'autres pour connaître ces préférences. Il est loin de résumer la démocratie, qui elle-même ne se résume pas à de « libres élections ». (Au passage, rappelons aussi qu'en matière de suffrage, le principe démocratique n'a jamais été « un homme, une voix », contrairement à ce que l'on répète partout, mais « un citoyen, une voix », ce qui est tout différent). Rousseau disait très justement que, dans une démocratie représentative de type parlementaire, les citoyens ne sont libres que le jour de l'élection. Dès le lendemain, leur souveraineté se retrouve captée par leurs représentants qui, en l'absence de mandat impératif, décident en fait à leur guise. Le parlementarisme ne correspond lui-même qu'à la conception libérale de la démocratie, ce qui conduisait Carl Schmitt à affirmer qu'une démocratie est d'autant moins démocratique qu'elle est plus libérale.

La crise actuelle de la démocratie est fondamentalement une crise de la représentation. Elle s'articule en deux volets. D'un côté, le peuple se détourne de la classe politique parce qu'il n'a plus confiance en elle, qu'elle est « trop corrompue », qu'elle ne s'occupe pas des « vrais problèmes », qu'elle ne répond pas aux attentes des gens, etc. De l'autre, les élites se détournent du peuple parce qu'il « pense mal », qu'il a des « instincts grossiers », qu'il se rebelle instinctivement contre les mots d'ordre de l'idéologie dominante. La « gouvernance » et l'expertocratie sont aujourd'hui les deux moyens de gouverner contre le peuple, et surtout sans lui. Seule une démocratie participative, une démocratie directe, s'exerçant en permanence (et pas seulement à l'occasions des élections ou des référendums), peut corriger les défauts de la démocratie représentative. Mais cela exige de redonner du sens à la notion de citoyenneté. En clair : de remédier à la dé-liaison sociale en recréant un espace public ordonné à un grand projet collectif, au lieu d'inciter les gens à jouir sans mélange de leur repli sur la sphère privée.

Mariage sans mariés ? Comment faire l'apologie de cette institution pour les seuls hommes n'y ayant pas droit, prêtres et homosexuels, alors que dans le même temps la défense des valeurs familiales fait rigoler tout le monde sur les plateaux de télévision ? Act-up finira-t-il bientôt chez Christine Boutin ?

La France est le pays d'Europe où le taux de nuptialité est le plus bas. La plupart des gens ne se marient plus : depuis 2007, dans les grandes villes, deux enfants sur trois naissent hors mariage. A l'origine, le mariage avait été institué, principalement au bénéfice des femmes (le mot vient du latin *matrimonium*, dérivé de *mater*), pour deux raisons principales : clarifier les filiations et déterminer pour les hommes les conditions de l'accès aux femmes. L'Eglise n'a fait du mariage un sacrement qu'au début du XIIIe siècle, en 1215, époque à laquelle elle l'a strictement encadré afin de mieux contrôler les rapports entre les lignées. Le mariage homosexuel n'a évidemment rien à voir avec l'accès aux femmes, et le moins qu'on puisse dire est qu'il ne va pas clarifier les filiations. Le mariage, dans cette perspective, n'est plus perçu comme une institution, mais comme un contrat entre deux individus dont le sexe est indifférent. Le désir de mariage chez les homosexuels relève à mon sens moins qu'une volonté de « subversion » qu'il n'est l'indice d'un prodigieux conformisme bourgeois, qui aurait fait s'étrangler de rire Jean Cocteau, Roger Peyrefitte ou Guy Hocquenghem. Il n'est le fait que d'une petite minorité de minorité. En Espagne, où le mariage gay a été légalisé en 2006, il ne représente que 2 % du total des mariages (et ce sont principalement des femmes qui le contractent).

Puisque nous parlons de définitions, j'aimerais rappeler aussi que l'« homophobie », dont on parle tant aujourd'hui, n'a au sens strict rien à voir avec l'homosexualité, dans la mesure où les deux premières syllabes de ce terme ne renvoient pas au latin *homo*, « homme », mais au grec *homoios*, « le même ». En toute rigueur, l'« homophobie » n'est que la phobie du Même. Il y en a de pires.

Violence sans coupables ? Le père qui met une fessée à son fils est un tueur en série potentiel. Mais le voyou qui tue un passant pour une cigarette refusée ne sera que victime d'une autre violence ; sociale, il va de soi. Au-delà du cliché pour lecteurs de « Libération », cette « violence sociale » existe néanmoins, même si les médias peinent ou refusent de la mieux définir.

Le mot de « violence » est fortement polysémique. Il l'est d'autant plus que la violence peut être aussi bien destructrice que créatrice, voire fondatrice, comme l'a maintes fois rappelé Michel Maffesoli. La violence privée est celle qui suscite les plus fortes réactions, mais la violence publique a souvent des conséquences plus graves. La violence sociale, liée aux contraintes de structure et à toutes sortes d'aliénations individuelles ou collectives, est encore une autre affaire. L'Etat s'est traditionnellement présenté comme seul détenteur de la violence légitime, prétention difficilement soutenable. Georges Sorel faisait l'éloge de la violence populaire par opposition à la force étatique, parce qu'il assimilait la première à la légitimité et la seconde à la simple légalité. L'expérience historique montre enfin que ceux qui dénoncent le plus la violence dans certaines situations l'admettent sans difficulté dans d'autres circonstances. Les deux exemples que vous citez, tout différents qu'ils soient, relèvent d'une même idéologie, celle qui conduit à faire bénéficier de la « culture de l'excuse » le voyou qui tue un passant pour une cigarette refusée, et d'autre part à condamner la fessée comme un acte d'autorité. Le dénominateur commun, c'est l'idée qu'il ne faut jamais sanctionner – sauf ceux qui sanctionnent, bien entendu. C'est dans le même esprit que les pacifistes appellent à faire la guerre à la guerre, c'est-à-dire la guerre au nom de la paix.